

La Coupe du Monde de Foot, l'économie et les gens de la planète folle.

17 juin 2014



Samuel MOLEAUD

Ca y'est, c'est le Grand Soir. Comme tous les quatre ans. Il est bien rare que tout le monde connaisse la date et l'heure du Grand Soir. Je ne parle pas des élections, ni de la Révolution silencieuse qui germe chez tous les indigènes de la République, mais bien malheureusement du football.

Cet événement sportif qui n'en finit pas de faire exploser les profits du Capital est souvent vu par l'économie comme un choc de demande positif qui accélère l'investissement des entreprises et la consommation des individus, stimulant de la croissance économique. Pour la plupart des gens, il rapproche les peuples et installe une dynamique festive qui permet d'oublier les turpitudes et les marasmes de la vie quotidienne. C'est vrai que lorsqu'une vingtaine de gladiateurs millionnaires et délinquants fiscaux s'effarouchent sur une pelouse, le popolo oublie un peu la crise, le chômage, la précarité, le crédit sur la kangoo, sur la maison ou le stress au travail. On oublie aussi les dépenses faramineuses d'un État qui investit dans des infrastructures publiques dantesques qui resteront inutilisées après le passage des crampons occidentaux, et dont les bénéfices reviendront aux actionnaires. On oublie enfin ce qui se cache derrière la vitrine fastueuse de la FIFA, qui cache la misère, expulse des familles entières, les exproprie et interdit l'accès du commerce lucratif aux pauvres de la population locale.

1. Un sport archaïque.

Le foot, antichambre du nationalisme.

Primo, la Coupe du Monde reflète tout ce qu'il y a de plus archaïque, bestial, détestable et stupide chez l'Être humain. Le foot, en flattant les bas instincts du peuple, réveille l'animalité et le comportement moutonnier des masses populaires. Premièrement, ce sport est le reflet d'un chauvinisme absurde, des nationalismes et des appartenances dépassées aux drapeaux, aux hymnes nationaux sanguinaires ou belliqueux. Dans l'Histoire contemporaine, le foot a toujours été l'instrument des gouvernements pour imposer aux foules leur concept bourgeois de l'État-Nation, exalter le sentiment national et manger dans la main du diable nationaliste. En tant qu'ennemi le plus redoutable du peuple, l'État voile ses inégalités économiques en achetant la paix sociale par le foot et en lui attribuant un statut de sport humaniste et rassembleur là où il est dévastateur.

Outre le fait que la FIFA et le Comité International Olympique aient plusieurs fois choisi des régimes dictatoriaux pour terrain de jeu et s'essuyer les bottes (Coupe du Monde 1934 en Italie fasciste, Jeux de Berlin en 1938, Coupe du Monde 1978 en Argentine, future Coupe du Monde 2022 au Qatar), il faudrait aussi fermer les yeux sur

la violence récurrente faite aux peuples (Jeux 1980 de Moscou, Jeux 2008 de Pékin, Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud et au Brésil en 2014, Jeux de Rio en 2016). Spoliés, expropriés, expulsés quand ils ne sont pas assassinés, les populations locales ne sont pas vraiment les bénéficiaires du renforcement de l'identité nationale par le foot. Mais le sang et les larmes sèchent vite lorsque résonnent les beuglements animaux des supporters et l'amnésie collective qui règne dans toutes les métropoles occidentales aux heures de matches.

Certains me rétorqueront que la joie procurée par la victoire d'une équipe renforce la cohésion sociale ou bien permet de lutter contre le racisme (par exemple la France black-blanc-beur en 1998). Que le sport est un miroir des perspectives de mobilité sociale ascendante pour des gens défavorisés. Qu'ils aillent au Brésil demander aux résidents expulsés des favelas de Rio si leur Mondial va générer de la mobilité sociale, de la prospérité, de la cohésion sociale et de l'emploi.

Ce n'est pas par émancipation culturelle, économique et sociale qu'un gouvernement fait de son équipe nationale une mascotte lorsqu'elle remporte ou organise un tournoi mais bien parce que la victoire est un symbole de puissance pour le pays adressé aux autres. La Coupe du Monde, son impact politique et médiatique, les sommes abyssales empochées par les multinationales et volées aux peuples, le comportement moutonnier des cuistres smicards se gavant de pizza les yeux rivés sur le match, tout cela n'est pas un événement sportif. C'est le symptôme pathologique d'une société mondiale qui a régressé au temps des baronnies et des seigneurs féodaux.

La Coupe du Monde de foot, festival de la domination masculine.

Cet événement célèbre aussi le caractère patriarcal et féodal des nations puisqu'il est essentiellement masculin. Les femmes sont les grandes absentes du terrain, comme dans bien des domaines de la vie économique, sociale et politique. Il n'y a pas de Coupe du Monde de football féminin, ou de tournois mixtes comme il peut y en avoir dans les autres sports. L'on ne s'en plaindra pas, au moins, la féminité reste à la marge des combats de coqs dont les buts marqués réveillent chez les hooligans et les militants d'extrême-droite repus de piètre bière, leur unique neurone de la violence gratuite. Maigre consolation pour la gente féminine. Loin d'y voir un répertoire d'action collective pour le féminisme, la coupe du monde reste un paroxysme de la domination masculine qui fait preuve d'une démonstration bestiale primitive, participant d'un incroyable concours d'absence d'intelligence collective et de bon sens sous le feu des projecteurs.

La Coupe du Monde de foot, festival de la domination occidentale.

Ce tournoi est avant la Coupe du Monde des pays riches. Sur 32 équipes qui participent aux matches de poules, on compte 12 équipes qui proviennent de pays européens plus la Russie. L'Europe représente donc 40,6% des équipes présentes. Seuls cinq pays d'Afrique ont envoyé une équipe au Brésil, et seules trois équipes nationales d'Asie y participent. Afrique et Asie représentent 25% des équipes. Enfin, on dénombre 10 équipes des pays d'Amérique (31%). Entre l'Europe, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les États-Unis et les pays émergents d'Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, Mexique), on a donc près de 70% des pays participant à la Coupe, une vingtaine, qui font partie des 49 PIB les plus élevés de la planète sur 192 États.

La Coupe du Monde, une barbarie qui ne dit pas son nom.

Tout ce qui est relatif à l'organisation de cette compétition porte des conséquences dramatiques qui font penser à une barbarie qui ne dit pas son nom. Outre les valeurs nationalistes transmises par le football ou bien faisant fi de la domination masculine de cette compétition moyenâgeuse, il y a surtout le caractère criminel du commerce footballistique et le mépris d'un gouvernement pour son propre peuple. Comme à l'habitude.

Des investissements publics colossaux à usage temporaire.

Parlons donc du caractère criminel du commerce lié au foot. Si l'on considère un salaire annuel de 7 millions d'euros d'un joueur de l'équipe de France, sachant que certains empochent beaucoup plus, il faudrait 350 ans à un salarié dont le salaire annuel brut est de 20 000€/an (un Smic très amélioré) pour égaler son salaire. C'est de la folie pure et dure. L'injustice est d'autant plus marquée que la plupart des très hauts revenus ont moins d'impôts sur le revenu prélevé que les personnes modestes. On pourrait ajouter à la liste le fait qu'un nombre non négligeable de sportifs se domicilient dans les paradis fiscaux (Suisse, Belgique, Monaco, etc.). Voilà une bonne

raison de ne plus allumer la télévision.

Afin que les stars du foot parées d'une aura de majesté puissent se décrocher les crampons à loisir à deux pas des favelas et de la misère sociale, il faut construire des stades, des centres commerciaux, aménager les infrastructures, l'urbanisme et les voies d'accès au site du Mondial. Parlons de la manière dont le Brésil a procédé conjointement avec l'appétit vorace de la FIFA.

Ce qui frappe beaucoup, c'est que des sommes colossales ont été englouties alors que les besoins primaires de la population ne sont pas toujours satisfaits. Depuis mars 2013, un mouvement social de protestation se dresse contre les dépenses engagées pour le tournoi. Celles-ci sont faramineuses : « Au Brésil, alors que le budget prévisionnel de fonctionnement programmait 800 millions d'euros de dépenses, essentiellement à la charge du privé selon le gouvernement, les frais dépassent déjà les 2,6 milliards, et l'ardoise sera principalement réglée par le contribuable, comme pour les investissements : « 78 % des dépenses d'infrastructures pour la Coupe du monde de 2014, estimées à 18 milliards de dollars [13 milliards d'euros], sont financées par le secteur public » (1). Plus de dix milliards d'euros ont déjà été dépensés. Que l'État procède à des investissements, même colossaux, et que le financement provienne de son budget, est une chose habituelle de la politique économique. C'est même un des piliers de la théorie keynésienne, qui préconise en matière de macroéconomie que l'État peut être amené à réaliser des investissements publics si l'investissement privé est insuffisant et si la demande des entreprises vient à manquer dans une situation où la conjoncture économique (crise, récession) n'est pas bonne. Les instruments de la politique économique étant la création monétaire, l'emprunt, le déficit budgétaire et l'impôt.

Ce qui est grotesque, c'est que les bénéficiaires du tournoi et les profits du commerce adjacents seront empochés par la FIFA et les multinationales, l'État brésilien n'obtiendra aucun retour financier sur investissement. Les grandes entreprises qui s'implantent où bon leur semblent, pillent les populations locales et ravagent l'environnement, n'ont de cesse d'externaliser leurs coûts (faire supporter une partie de la production à des tiers, entreprises sous-traitantes ou États), et privatisent les profits tandis que les pertes sont socialisées. L'État gonfle sa dette publique, il alourdit son budget sans même subvenir aux besoins en matière d'éducation, de santé, de logement, de transports ou d'agriculture.

Plus de dix milliards d'euros, soit un billet représentant 1/6ème du budget français pour l'Éducation Nationale, ou bien un quart des dépenses pour la Défense française, ont déjà été engloutis pour construire des stades qui resteront en sous-emploi après la Coupe, ou bien qui seront très coûteux en entretien et en amortissement : « À Brasilia, le nouveau Stade national a coûté plus de 400 millions d'euros. Il peut accueillir 70 000 spectateurs alors que les équipes locales en attirent rarement plus de 10 000. » (2). Et en parallèle de ce gâchis matériel (la construction des stades, d'aéroports et d'aménagements urbains), il y a la face cachée de l'iceberg : un gâchis social, l'impact social sur la population.

Militarisation, balayage des pauvres, prostitution, jackpot des multinationales.

L'État brésilien généralise la militarisation du pays. Les « Unités de Police Pacificatrice » aux méthodes paramilitaires terrorisent la population des favelas. « Le gouvernement soutient une « loi anti-terrorisme » qui, aux yeux d'Amnesty International, « met à mal la liberté d'expression et le droit de réunion ». Il veut légaliser l'arrestation des syndicalistes et des animateurs-trices des mouvements sociaux qui résistent ; l'interdiction même des grèves est envisagée... » (3). La police est l'armée (170 000 agents, dont 57 000 militaires) occupent les favelas et plus de 170 000 familles ont été jetées à la rue, expulsées sans être relogées. Les analyses parlent d'elles-mêmes : « Toutes les méthodes ont été utilisées : créer un climat de peur dans les quartiers, exercer des chantages et pressions psychologiques sur les familles pour qu'elles cèdent leur maison à des prix dérisoires, accaparement de terres, expulsions sans relogement, violences policières sur ceux et celles qui résistent, déplacement des populations dans des zones urbaines dangereuses ou isolées ! Pendant l'événement, le « nettoyage » des villes est annoncé : celui de tous les hommes et femmes qui vivent sur les trottoirs en les renvoyant à des dizaines de kilomètres. Il faut rendre la pauvreté invisible ! » (4). Quiconque manifeste même pacifiquement contre le Mondial est alors considéré comme un terroriste à chasser, juste pour ne pas perturber le Jeu néocolonialiste de l'Occident.



En Afrique du Sud en 2010, la FIFA a fait directement pression sur l'État pour libéraliser la prostitution. Dans le cas brésilien, conjointement avec les réseaux mafieux, la FIFA a investi le terrain de la violence et de la traite des femmes en organisant la prostitution dans les villes où se déroulent les matches. Cette négation odieuse des droits humains, de la dignité humaine, des droits de la femme, des enfants et la violence que cela implique n'épargne pas non plus les enfants car la mafia a d'ores et déjà annoncé avoir organisé la prostitution infantile dans cette 7ème puissance économique mondiale où la violence sexuelle est le type d'agression le plus fréquent contre les enfants.

La Coupe du Monde participe aussi et surtout d'un jackpot sans précédent pour les entreprises multinationales occidentales : « la FIFA a [obtenu] l'instauration d'une 'zone d'exclusion' de deux kilomètres autour des enceintes sportives pour éviter que les marchands locaux ne concurrencent les sponsors autorisés et les partenaires officiels ; [elle a fait] annuler une loi qui interdisait la vente d'alcool dans les stades : une aubaine pour la bière américaine Budweiser, l'un des principaux sponsors et seule autorisée à vendre des boissons alcoolisées. » (5).

Alors que les besoins en matière de santé publique, d'éducation, de réforme agraire sont énormes, les privatisations et la corruption (comme ailleurs) se poursuivent. C'est tout simplement une machine de guerre économique qui transfère de l'argent public vers les comptes privés (FIFA, mafias sportives, CIO, riches actionnaires). L'État brésilien dépense pour les infrastructures et son gouvernement a simultanément décrété des mesures d'exonération fiscale concernant l'industrie automobile et la circulation des marchandises et des services afférents à la compétition : les manques à gagner représentent 200 millions d'euros pour l'acquisition de matières premières, et 9 milliards d'euros pour l'industrie automobile. Quand on sait que la fiscalité représente une recette majeure de l'État et que ces exonérations décidées juste pour se plier aux desideratas de la FIFA suffiraient à rembourser les dépenses publiques pour les stades, cela fait froid dans le dos !

Grâce à (ou à cause de) la zone d'exclusion qui empêche les commerçants locaux d'offrir des biens et services de consommation aux touristes de la Coupe dans un périmètre de 2 km des stades, des firmes multinationales partenaires de la FIFA ou sponsors de la Coupe comme Coca-cola, Adidas, Hyundai-Kia Motors, Sony, McDonalds ou Continental vont pouvoir réaliser leurs profits en toute impunité sans la moindre concurrence. Et après, la théorie microéconomique souhaite nous enseigner que les ententes et toute entrave à la concurrence sont néfastes. Fermer le marché aux producteurs locaux afin d'y faire entrer les compagnies étrangères privées signifie tout simplement mettre en place au profit des multinationales un oligopole : peu d'offres sur le marché vendent pour un grand nombre de demandeurs (consommateurs).

Des proches de ceux qui sont morts, des expropriés déracinés de leur terre, des pauvres ou bien des enrégés

verront leur Coupe du Monde comme un traumatisme indélébile. Des dépenses somptuaires sous les yeux des favelados miséreux, déplacement de près d'un million de personnes (170 000 familles) pour les travaux d'infrastructures, mesures spéciales « anti-terroristes », envol de la prostitution mafieuse pour satisfaire la demande touristique, creusement de la dette, répression d'un côté... Militarisation des rues, « pacification des favelas » (belle oxymore), balayage des pauvres, prostitution, jackpot odieux des multinationales de l'autre côté.

Il y a bien des raisons de penser que la coupe est pleine. Un sport fédérateur vous disiez ? Voilà pourquoi je préfère considérer cette compétition comme un crime organisé à boycotter au lieu de brailler niaisement des encouragements et des commentaires à un écran de télévision, avachi comme une carpette dans mon canapé, et m'assourdisant des benêts de supporters qui s'égosillent dans les gradins en arborant des drapeaux dont ils méconnaissent l'histoire. Mais la plèbe, toujours avide des plus futiles divertissements, n'entendra jamais les cris d'alerte au crime d'un grand nombre de militants de gauche qui s'élèvent pour arrêter ces inepties ou bien pour redonner au football son esprit d'origine, celui d'un sport et non d'un business transnational. Cela me fait penser à des gladiateurs que l'on acclamait aux temps de la Rome Antique. Sauf que 25 siècles plus tard, ceux qui crient « du pain et des Jeux ! » sont les esclaves dans les gradins. L'Empereur Marc Aurèle qui en son temps vivant, avait interdit les Jeux du Colisée, serait bien malade de voir ce que l'Humanité a retenu de l'Histoire.

Enfin précisons que la FIFA, qui se présente comme une association de fédérations nationales bienveillante, c'est 998 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013, 52,2 millions de bénéfices, et 1 milliard de réserves financières. « Peu lui importe qu'en Afrique du Sud, hôte de l'édition 2010, la dette extérieure soit « passée de 70 milliards de dollars [50,3 milliards d'euros] (avant la Coupe du monde) à 135 milliards de dollars [97 milliards d'euros] aujourd'hui [...] Les surcoûts liés à l'organisation de la compétition atteignent 1709 % ! Pretoria a réduit de façon drastique les programmes sociaux, alors que 52 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. La FIFA, quant à elle, a engrangé 2,7 milliards d'euros pour cette édition. » (6).

Cette organisation n'est rien d'autre qu'un Empire multinational qui fait du profit sur la misère du peuple et qui se fait passer pour une organisation sportive bienfaitrice. Dommage que la plupart des spectateurs de ce sport inepte n'aient même pas la conscience que les sportifs qu'ils acclament, serviteurs décervelés de la finance sauvage, sont les premiers acteurs de ce crime organisé. Une seule solution après ces kyrielles de critiques sportives : éteignez vos télés et faites grandir vos potagers !

Samuel Moleaud.

<http://sam-articles.over-blog.com>

1 et 6. <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/06/PIRONET/50511>.

2 et 5. <http://www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine....>

3. <http://www.franceameriquelatine.org/spip.php?article1952>.

4 et 7. <http://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/mondial-2014-l...>

10 bonnes raisons listées par les collectifs de soutien au peuple brésilien pour boycotter cette coupe :

1) 250 000 personnes ont été ou seront expulsées de leurs logements [...].

2) La Coupe laissera des « éléphants blancs » : des œuvres hors de prix, gigantesques, mais sous-utilisées. [...]

3) A l'inverse de ce qui a été promis, une grande partie des fonds utilisés pour la construction où la restauration des stades provient des coffres publics [...].

4) Pour pouvoir recevoir la Coupe du monde, le Brésil a dû signer une clause qui l'engage à changer toutes les lois nécessaires afin d'être en adéquation avec les exigences de la FIFA. Ainsi, le pays a abandonné sa souveraineté pour servir une entité privée.

5) De véritables zones d'exclusion seront créées pendant la Coupe du monde : la FIFA sera responsable d'une zone allant jusqu'à 2 km de diamètre autour des stades, où seuls les personnels autorisés pourront exercer des

activités commerciales.

6) Malgré les promesses qui affirmaient que la Coupe offrirait des opportunités de travail aux Brésilien-ne-s, vendeur-euse-s, marchand-e-s ambulante-s, petit-e-s commerçant-e-s et artistes de rue sont interdits de travailler dans les zones de la FIFA. Tout sera entre les mains de la FIFA et de ses entreprises partenaires, comme Coca Cola.

7) La FIFA et ses entreprises partenaires auront une exemption fiscale totale de tous les impôts brésiliens, privant ainsi les coffres publics brésiliens d'un milliard de réals (plus de 300 millions d'euros).

8) Pour recevoir la Coupe du monde, les gouvernements et clubs de foot ont été obligés de construire et rénover les stades afin qu'ils obéissent aux normes de qualité de la FIFA. Au premier regard, il s'agit de nouvelles positives mais en apparence seulement. En fait, il y a un effet collatéral tragique : l'élitisation des Jeux, interdits aux classes populaires, qui ne peuvent payer les billets d'entrée, ni acheter dans les magasins installés dans les stades.

9) Au nom de la Coupe du monde, l'état brésilien a étendu son appareil répressif : en plus d'avoir dilapidé des milliards de réals en armement et nouvelles unités policières, de nouvelles lois ont été promulguées pour réprimer les manifestant-es.

10) Le Ministère de la Défense a publié un document, intitulé « Garantie de la loi et de l'Ordre », dans lequel les mouvements sociaux et toute personne ou organisation qui entrave une voie d'accès (même pacifiquement) sont classifiées comme « forces d'opposition provoquant des actions violentes ». Ainsi, le gouvernement autorise les forces armées à agir contre eux. (7).